

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14660]

4 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions de soins de santé acquises dans un État membre de l'Union européenne autre que la Belgique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 4 avril 1980 contenant délégation de pouvoirs pour assurer l'exécution des directives du Conseil des Communautés européennes, relatives à l'art de guérir, à l'art infirmier, aux professions paramédicales et à l'art vétérinaires ;

Vu la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE ;

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, les articles 102 et suivants;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 2017 fixant la procédure relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions de soins de santé acquises dans un État membre de l'Union européenne autre que la Belgique;

Vu l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, l'article 12 ;

Vu le « test genre » du 10 avril 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu les avis du Conseil d'Etat n° 66.100, donné le 27 mai 2019, et n° 66.445/2/V, donné le 12 août 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone, donné le 20 août 2019 ;

Considérant les infractions 2018/2162 et 2018/2283 à la transposition de la Directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles et le règlement (UE) n° 1024/2012 concernant la coopération administrative par l'intermédiaire du système d'information du marché intérieur (« règlement IMI ») ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir une procédure de délivrance de la carte professionnelle européenne afin de mettre fin aux infractions relevées par la Commission européenne ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Modification de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé

Article 1^{er}. Dans la section 2 du chapitre 9 de la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé est ajouté un article 104/1, rédigé comme suit : « Art. 104/1. Le Gouvernement de la Communauté française est habilité à arrêter, par la voie réglementaire, les dispositions nécessaires à la mise en œuvre des dispositions de l'Union européenne relatives à la carte professionnelle européenne. ».

CHAPITRE 2. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 2017 fixant la procédure relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions de soins de santé acquises dans un État membre de l'Union européenne autre que la Belgique

Art. 2. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 octobre 2017 fixant la procédure relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles des professions de soins de santé acquises dans un État membre de l'Union européenne autre que la Belgique sont ajoutés les définitions suivantes :

1° « 3bis° « Loi du 12 février 2008 » : la loi du 12 février 2008 instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE ; » ;

2° « 10° « État membre d'origine » : pays dans lequel le demandeur est légalement établi ou, si il ne l'est pas encore, le pays où il a obtenu une qualification au moment où il effectue sa demande de carte professionnelle européenne;

11° « État membre d'accueil » : pays de destination du demandeur qui est chargé de reconnaître sa qualification professionnelle et de délivrer la carte professionnelle européenne ;

12° « stage d'adaptation » : l'exercice d'une profession réglementée qui est effectué en Belgique sous la responsabilité d'un professionnel qualifié et qui est éventuellement accompagné d'une formation complémentaire. Le stage fait l'objet d'une évaluation ;

13° « épreuve d'aptitude » : un contrôle des connaissances, aptitudes et compétences professionnelles du demandeur, qui est effectué ou reconnu par la Communauté française et qui a pour but d'apprécier l'aptitude du demandeur à exercer une profession réglementée en Belgique ;

14° « différences substantielles » : matières dont la connaissance, les aptitudes et les compétences acquises sont essentielles à l'exercice de la profession et pour lesquelles la formation reçue par le demandeur présente des différences significatives en termes de contenu par rapport à la formation exigée en Belgique. ».

Art. 3. A l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, les mots « dans un délai de trente jours » sont remplacés par les mots « dans le délai précité ».

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « L'Administration informe, au plus tard dans un délai de trois jours à compter de l'adoption de la décision de justice, les autorités compétentes de tous les autres États membres, au moyen d'une alerte via l'IMI, de l'identité des professionnels qui ont demandé la reconnaissance d'une qualification en vertu de la Directive et qui par la suite ont été reconnus coupables par la justice d'avoir présenté des fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles. ».

Art. 5. § 1^{er}. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le Ministre ou son délégué rend une décision dans un délai de quatre mois à dater de la réception du dossier complet par l'Administration.

Le Ministre ou son délégué peut décider d'accorder, de refuser la reconnaissance professionnelle ou de soumettre le demandeur à une mesure de compensation dans les cas prévus à l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 12 février 2008.

L'Administration communique au demandeur la décision motivée du Ministre ou de son délégué dans le délai mentionné à l'alinéa 1^{er}. Lorsque la décision est négative, celle-ci est communiquée au demandeur par envoi recommandé. ».

§ 2. Lorsqu'une mesure de compensation est exigée du demandeur, celui-ci a le choix, soit d'accomplir un stage d'adaptation pendant trois ans aux maximum, soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude.

Dans ce cas, la décision mentionne :

1° le niveau de qualification professionnelle requis en Belgique et le niveau de qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la classification reprise à l'article 13, de la loi du 12 février 2008 ;

2° les différences substantielles et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie et ayant fait l'objet à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent.

Le demandeur communique à l'Administration sa décision quant au choix de la mesure de compensation dans un délai de 30 jours suivant la réception de la décision du Ministre ou de son délégué.

L'épreuve d'aptitude est organisée dans un délai de six mois à compter, soit de la décision visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, soit de la réception de la décision du demandeur sur le choix de la mesure de compensation lorsque le demandeur communique son choix de la mesure de compensation après l'échéance de 30 jours fixée au précédent alinéa.

§ 3. L'Administration informe, au plus tard dans un délai de trois jours à compter de l'adoption de la décision de justice, les autorités compétentes de tous les autres États membres, au moyen d'une alerte via l'IMI, de l'identité des professionnels qui ont demandé la reconnaissance d'une qualification en vertu de la Directive et qui par la suite ont été reconnus coupables par la justice d'avoir présenté des fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles.

Art. 6. Entre le chapitre 3 et le chapitre 4 du même arrêté est inséré un chapitre 3/1 intitulé « De la carte professionnelle européenne ».

Art. 7. Au chapitre 3/1 du même arrêté, inséré par l'article 6, est ajouté un article 9/1, rédigé comme suit :

« Art. 9/1. Le demandeur peut introduire une demande de carte professionnelle européenne pour une profession particulière lorsque celle-ci a été introduite par la Commission européenne et que les conditions ont été fixées par cette dernière.

La demande de carte professionnelle européenne est introduite par l'intermédiaire de l'outil en ligne fourni par la Commission européenne qui crée automatiquement un dossier IMI.

Le demandeur joint à sa demande :

1° en cas de reconnaissance automatique, les documents visés à l'article 2, alinéa 2, du présent arrêté;

2° en cas d'application du système général de reconnaissance, les documents visés à l'article 6, alinéa 2, du présent arrêté ;

3° en cas de demande de libre prestation de service dans un Etat membre de l'UE autre que la Belgique :

- une preuve de nationalité ;
- une attestation certifiant que le demandeur est légalement établi en Belgique pour y exercer les activités en question, et qu'il n'encourt, lorsque l'attestation est délivrée, aucune interdiction même temporaire d'exercer;
- une preuve des qualifications professionnelles;
- la preuve par tout moyen que le prestataire a exercé les activités en question pendant au moins une année au cours des dix années précédentes lorsque la profession n'est pas réglementée dans l'Etat membre d'établissement;
- une attestation confirmant l'absence d'interdictions temporaires ou définitives d'exercer la profession ou de condamnations pénales;
- une déclaration concernant la connaissance qu'a le demandeur de la langue nécessaire pour l'exercice de la profession dans l'Etat membre d'accueil. ».

Art. 8. Dans le même chapitre 3/1 est inséré un article 9/2, rédigé comme suit :

« Art. 9/2. L'Administration accuse réception dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande de carte professionnelle européenne introduite par le titulaire d'une qualification professionnelle voulant exercer une activité professionnelle dans d'autres Etats membres.

Lorsque le dossier est incomplet, l'Administration demande au demandeur de lui fournir le(s) document(s) manquant(s). Si le demandeur ne soumet pas le(s) document(s) manquant(s) dans les trois mois de la demande pour compléter son dossier, la demande est clôturée et le demandeur en est informé.

En cas de doute dûment justifié concernant un document, l'Administration consulte l'organisme ayant délivré celui-ci. Elle peut également demander au demandeur de transmettre une copie certifiée conforme dudit document lorsque l'organisme n'a pas confirmé la validité et l'authenticité de celui-ci.

L'Administration délivre le cas échéant un certificat justifiant cette demande.

L'Administration se charge d'établir tout le dossier préparatoire de la demande. Elle vérifie notamment si le demandeur est légalement établi en Belgique et si tous les documents qui lui ont été communiqués sont valides et authentiques dans un délai d'un mois à compter soit de l'expiration du délai d'une semaine visée à l'alinéa premier, soit de la réception des documents manquants visés à l'alinéa 2.

L'Administration transmet ensuite immédiatement la demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'accueil concerné et informe en même temps le demandeur de la situation de sa demande.

L'Administration transmet les informations ou la copie certifiée conforme d'un document à l'Etat membre d'accueil au plus tard dans les deux semaines de la demande de cet Etat membre.

En cas de demande ultérieure du même demandeur, l'Administration ne peut plus exiger de celui-ci de communiquer des documents déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables. ».

Art. 9. § 1^{er}. Dans le même chapitre 3/1 est inséré un article 9/3, rédigé comme suit :

« Art. 9/3. Lorsque l'Administration reçoit de l'autorité compétente de l'État membre d'origine du titulaire de la qualification professionnelle une demande de carte professionnelle aux fins d'établissements en Belgique, elle vérifie que tous les documents requis ont été communiqués et qu'ils ont été authentifiés.

En cas de doute dûment justifié, l'Administration peut demander à l'État membre d'origine de fournir des informations supplémentaires ou d'inclure une copie certifiée conforme d'un document.

Le Ministre ou son délégué rend une décision dans un délai d'un mois en cas de reconnaissance automatique ou de deux mois en cas d'application du système général de reconnaissance.

Le délai visé à l'alinéa 3 peut être prolongé de deux semaines. La décision motivée est communiquée au demandeur. Cette prolongation peut être renouvelée une fois d'un délai complémentaire de deux semaines si ce renouvellement est strictement nécessaire.

L'Administration communique au demandeur la décision via IMI.

Le Ministre ou son délégué peut décider d'accorder, de refuser la reconnaissance professionnelle ou de soumettre le demandeur à une mesure de compensation dans les cas prévus à l'article 16, § 1^{er}, de la loi du 12 février 2008.

Si le Ministre ou son délégué ne prend pas de décision dans les délais prévus aux alinéas 3 et 4 ou n'organise pas d'épreuve d'aptitude comme prévu au § 2, alinéa 4, la carte européenne est considérée comme automatiquement délivrée et est envoyée via IMI au demandeur.

En cas de demande ultérieure du même demandeur, l'Administration ne peut plus exiger de celui-ci qu'il fournisse une nouvelle fois des documents qui sont déjà contenus dans le dossier IMI et qui sont encore valables. ».

§ 2. Lorsqu'une mesure de compensation est exigée du demandeur, celui-ci a le choix soit d'accomplir un stage d'adaptation pendant trois ans au maximum soit de se soumettre à une épreuve d'aptitude.

Dans ce cas, la décision mentionne :

1° le niveau de qualification professionnelle requis en Belgique et le niveau de qualification professionnelle que possède le demandeur conformément à la classification reprise à l'article 13, de la loi du 12 février 2008 ;

2° les différences substantielles et les raisons pour lesquelles ces différences ne peuvent être comblées par les connaissances, aptitudes et compétences acquises au cours de l'expérience professionnelle ou de l'apprentissage tout au long de la vie et ayant fait l'objet à cette fin, d'une validation en bonne et due forme par un organisme compétent.

Le demandeur communique à l'Administration sa décision quant au choix de la mesure de compensation dans un délai de 30 jours suivant la réception de la décision du Ministre ou de son délégué.

L'épreuve d'aptitude est organisée dans un délai de six mois à compter soit de la décision visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, soit de la réception de la décision du demandeur sur le choix de la mesure de compensation lorsque le demandeur communique son choix de la mesure de compensation après l'échéance de 30 jours fixée au précédent alinéa.

Le délai de reconnaissance tacite visé au § 1^{er}, alinéa 6 est suspendu jusqu'à l'enregistrement du résultat de la mesure de compensation dans IMI.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 septembre 2019.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14660]

4 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidszorgberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 4 april 1980 betreffende overdracht van bevoegdheden voor de uitvoering van de richtlijnen van de Raad van de Europese Gemeenschappen, betreffende de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de dierengeneeskunde;

Gelet op de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, de artikelen 102 en volgende;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2017 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidszorgberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België;

Gelet op het kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn, artikel 12;

Gelet op de "gendertest" van 10 april 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1° van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de adviezen van de Raad van State nr. 66.100, gegeven op 27 mei 2019, en nr. 66.445/2/V, gegeven op 12 augustus 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 20 augustus 2019;

Overwegende de inbreuken 2018/2162 en 2018/2283 op de omzetting van de richtlijn 2013/55/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 tot wijziging van Richtlijn 2005/36/EG betreffende de erkenning van beroepskwalificaties en Verordening (EU) nr. 1024/2012 betreffende de Administratieve samenwerking via het Informatiesysteem interne markt („de IMI-verordening”);

Overwegende dat het noodzakelijk is een procedure vast te leggen voor de afgifte van de Europese beroepskaart om een einde te maken aan de door de Europese Commissie vastgestelde inbreuken;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Wijziging van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen

Artikel 1. In afdeling 2 van hoofdstuk 9 van de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen wordt een artikel 104/1 toegevoegd, luidend als volgt: "Art. 104/1. De Regering van de Franse Gemeenschap is ertoe gemachtigd om langs reglementaire weg de nodige bepalingen vast te stellen voor de uitvoering van de bepalingen van de Europese Unie betreffende de Europese beroepskaart".

HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2017 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidszorgberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 oktober 2017 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van de beroepskwalificaties betreffende de gezondheidszorgberoepen verworven in een andere lidstaat van de Europese Unie dan België, worden de volgende definities toegevoegd:

1° "3bis° "Wet van 12 februari 2008": de wet van 12 februari 2008 tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties;"

2° "10° "Lidstaat van herkomst": het land waar de aanvrager rechtmatig is gevestigd of, indien hij er nog niet is gevestigd, het land waar hij een kwalificatie heeft behaald bij de aanvraag van zijn Europese beroepskaart;

11° "Ontvangende lidstaat": het land van bestemming van de aanvrager, dat verantwoordelijk is voor de erkenning van zijn beroepskwalificaties en de afgifte van de Europese beroepskaart;

12° "aanpassingsstage": de uitoefening van een gereguleerd beroep in België onder verantwoordelijkheid van een gekwalificeerde beoefenaar van het betrokken beroep, eventueel gekoppeld aan een aanvullende opleiding. De stage wordt beoordeeld;

13° "proeve van bekwaamheid": een controle van de beroepskennis, -vaardigheden en -competenties van de aanvrager, die door de Franse Gemeenschap wordt verricht of erkend en die tot doel heeft te beoordelen of de aanvrager de bekwaamheid bezit om in België een gereguleerd beroep uit te oefenen;

14° "wezenlijke verschillen": vakgebieden waarvan de verworven kennis, bekwaamheden en bevoegdheden van essentieel belang zijn voor de uitoefening van het beroep en waarvoor de door de aanvrager ontvangen opleiding qua inhoud in belangrijke mate afwijkt van de in België vereiste opleiding ».

Art. 3. In artikel 5, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "binnen een termijn van dertig dagen" vervangen door de woorden "binnen de voornoemde termijn".

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt: "De Administratie stelt de bevoegde overheden van alle andere lidstaten binnen drie dagen nadat de rechtbank het besluit heeft genomen, door middel van een waarschuwing via het IMI in kennis van de identiteit van beroepsbeoefenaars die krachtens deze wet een aanvraag tot erkenning van een kwalificatie hebben ingediend en die daarna in dit verband door een rechtbank schuldig zijn bevonden aan het gebruik van valse bewijzen voor het bewijs van hun beroepskwalificaties".

Art. 5. § 1. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

"Art. 9. De Minister of diens afgevaardigde neemt een beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier door de Administratie.

De Minister of diens afgevaardigde kan beslissen de beroepserkenning te verlenen of te weigeren of de aanvrager aan compenserende maatregelen te onderwerpen in de gevallen bedoeld in artikel 16, § 1, van de wet van 12 februari 2008.

De Administratie deelt aan de aanvrager de met redenen omklede beslissing van de Minister of diens afgevaardigde mee binnen de termijn bedoeld in het eerste lid. Wanneer de beslissing ongunstig is, wordt deze aan de aanvrager bij aangetekend schrijven meegedeeld."

§ 2. Wanneer van de aanvrager een compenserende maatregel wordt vereist, kan deze aanvrager kiezen tussen een aanpassingsstage van maximaal drie jaar of het afleggen van een proeve van bekwaamheid.

In dat geval vermeldt de beslissing:

1° het in België vereiste beroepskwalificatieniveau en het door de aanvrager behaalde beroepskwalificatieniveau overeenkomstig de onderverdeling bedoeld in artikel 13, van de wet van 12 februari 2008;

2° de wezenlijke verschillen en de redenen waarom deze verschillen niet kunnen worden gecompenseerd door de kennis, vaardigheden en competenties welke zijn verworven door beroepservaring of levenslang leren, en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd.

De aanvrager stelt binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van de beslissing van de minister of diens afgevaardigde de Administratie in kennis van zijn beslissing over de keuze van de compenserende maatregel.

De proeve van bekwaamheid wordt georganiseerd binnen een termijn van zes maanden te rekenen, hetzij vanaf de beslissing bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, hetzij vanaf de ontvangst van de beslissing van de aanvrager over de keuze van de compenserende maatregel, wanneer de aanvrager zijn keuze over de compenserende maatregel meedeelt na het verstrijken van de termijn van 30 dagen bedoeld in vorig lid.

§ 3. De Administratie stelt de bevoegde overheden van alle andere lidstaten binnen een termijn van drie dagen na de uitspraak van de rechtbank, door middel van een waarschuwing via het IMI in kennis van de identiteit van beroepsbeoefenaars die krachtens de Richtlijn een aanvraag tot erkenning van een kwalificatie hebben ingediend en die daarna door een rechtbank schuldig zijn bevonden aan het voorleggen van valse bewijzen ter staving van hun beroepskwalificaties.

Art. 6. Tussen hoofdstuk 3 en hoofdstuk 4 van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk 3/1 ingevoegd, met als titel "Europese beroepskaart".

Art. 7. In hoofdstuk 3/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 9/1 toegevoegd, luidend als volgt:

« Art. 9/1. De aanvrager kan een aanvraag voor een Europese beroepskaart voor een bepaald beroep indienen, indien de Europese Commissie deze kaart heeft ingevoerd en de voorwaarden hiervoor heeft vastgelegd.

De aanvraag voor de Europese beroepskaart wordt ingediend door middel van het door de Europese Commissie bezorgde online-instrument, dat een IMI-bestand automatisch tot stand brengt.

De aanvrager voegt bij zijn aanvraag:

1° in geval van automatische erkenning, de documenten bedoeld in artikel 2, tweede lid, van dit besluit;

2° in geval van toepassing van het algemeen stelsel van erkenning, de documenten bedoeld in artikel 6, tweede lid, van dit besluit;

3° in geval van een aanvraag tot het vrij verrichten van diensten in een andere lidstaat van de EU dan België:

- een bewijs van nationaliteit;

- een attest waaruit blijkt dat de aanvrager rechtmatig in België is gevestigd om daar de betrokken activiteiten uit te oefenen, en dat hem op het moment van afgifte van het attest geen beroepsuitoefeningsverbod is opgelegd, ook al is het maar tijdelijk;

- een bewijs van de beroepskwalificaties;

- een bewijs met elk middel dat de dienstverrichter de betrokken werkzaamheden in de tien voorafgaande jaren gedurende ten minste één jaar heeft uitgeoefend, indien het beroep niet gereguleerd is in de lidstaat van vestiging;

- een attest waarin wordt bevestigd dat er geen tijdelijk of definitief verbod op beroepsuitoefening dan wel geen strafrechtelijke veroordeling is;

- een verklaring omtrent de kennis van de taal die voor de uitoefening van het beroep van de aanvrager noodzakelijk is.".

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk 3/1 wordt een artikel 9/2 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 9/2. Binnen één week na ontvangst van de aanvraag bevestigt de Administratie de ontvangst van de aanvraag voor een Europese beroepskaart ingediend door de houder van een beroepskwalificatie die een beroepsactiviteit in andere lidstaten wenst uit te oefenen.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de Administratie aan de aanvrager het (de) ontbrekend document(en) te verstrekken. Indien de aanvrager het ontbrekende document of de ontbrekende documenten niet binnen drie maanden na het verzoek tot aanvulling van het dossier indient, wordt de aanvraag afgesloten en wordt de aanvrager hiervan op de hoogte gesteld.

In geval van een gegronde twijfel over een document, raadpleegt de Administratie de instantie die het document heeft afgeleverd. Ze kan ook de aanvrager verzoeken een voor eensluidend verklaard afschrift van het document voor te leggen indien die instantie de geldigheid en authenticiteit van dat document niet heeft bevestigd.

In voorkomend geval geeft de Administratie een getuigschrift af dat dit verzoek rechtvaardigt.

De Administratie stelt het hele voorbereidend dossier van de aanvraag op. Ze gaat in het bijzonder na of de aanvrager rechtmatig in België is gevestigd en of alle documenten die haar zijn meegedeeld geldig en authentiek zijn en, dit, binnen een termijn van één maand te rekenen hetzij vanaf het verstrijken van de termijn van één week bedoeld in het eerste lid, hetzij vanaf de ontvangst van de ontbrekende documenten bedoeld in het tweede lid.

De Administratie stuurt vervolgens onverwijld de aanvraag door naar de bevoegde overheid van de betrokken ontvangende lidstaat en brengt de aanvrager op hetzelfde moment op de hoogte van de status van zijn aanvraag.

De Administratie stuurt de informatie of het voor eensluidend verklaard afschrift van een document door naar de ontvangende lidstaat binnen twee weken na het verzoek van deze lidstaat.

In geval van een latere aanvraag door dezelfde aanvrager, mag de Administratie niet opnieuw van hem eisen dat hij documenten voorlegt die in het IMI-bestand reeds zijn opgenomen en die nog steeds geldig zijn.".

Art. 9. § 1. In hetzelfde hoofdstuk 3/1 wordt een artikel 9/3 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 9/3. Wanneer de Administratie van de bevoegde overheid van de lidstaat van herkomst van de houder van de beroepskwalificatie een aanvraag voor een beroepskaart voor vestiging in België krijgt, gaat ze na of alle vereiste documenten zijn meegedeeld en geauthenticeerd.

In geval van een gegronde twijfel kan de Administratie de lidstaat van herkomst verzoeken bijkomende informatie te verstrekken of een voor eensluidend verklaard afschrift van het document bij te voegen.

De Minister of diens afgevaardigde neemt een beslissing binnen een termijn van één maand in geval van een automatische erkenning of van twee maanden in geval van toepassing van het algemeen stelsel van erkenning.

De termijn bedoeld in het derde lid kan met twee weken worden verlengd. De met redenen omklede beslissing wordt aan de aanvrager meegedeeld. Deze verlenging mag één keer met een bijkomende termijn van twee weken worden hernieuwd indien dit strikt noodzakelijk is.

De Administratie deelt de beslissing aan de aanvrager via het IMI mee.

De Minister of diens afgevaardigde kan beslissen om de beroepserkenning te verlenen of te weigeren of de aanvrager aan compenserende maatregelen te onderwerpen in de gevallen bedoeld in artikel 16, § 1, van de wet van 12 februari 2008.

Indien de Minister of diens afgevaardigde geen beslissing neemt binnen de termijnen bedoeld in het derde en vierde lid of geen proeve van bekwaamheid organiseert zoals bedoeld in § 2, vierde lid, wordt de Europese beroepskaart beschouwd als automatisch afgeleverd en wordt aan de aanvrager via het IMI gestuurd.

In geval van een latere aanvraag door dezelfde aanvrager, mag de Administratie niet opnieuw van hem eisen dat hij documenten voorlegt die in het IMI-bestand reeds zijn opgenomen en die nog steeds geldig zijn.”.

§ 2. Wanneer van de aanvrager een compenserende maatregel wordt vereist, kan deze aanvrager kiezen tussen een aanpassingsstage van maximaal drie jaar of het afleggen van een proeve van bekwaamheid.

In dat geval vermeldt de beslissing:

1° het in België vereiste beroepskwalificatieniveau en het door de aanvrager behaalde beroepskwalificatieniveau overeenkomstig de onderverdeling bedoeld in artikel 13, van de wet van 12 februari 2008;

2° de wezenlijke verschillen en de redenen waarom deze verschillen niet kunnen worden gecompenseerd door de kennis, vaardigheden en competenties welke zijn verworven door beroepservaring of levenslang leren, en die met dat doel door een bevoegde instantie formeel zijn gevalideerd.

De aanvrager stelt binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van de beslissing van de minister of diens afgevaardigde de Administratie in kennis van zijn beslissing over de keuze van de compenserende maatregel.

De proeve van bekwaamheid wordt georganiseerd binnen een termijn van zes maanden te rekenen, hetzij vanaf de beslissing bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, hetzij vanaf de ontvangst van de beslissing van de aanvrager over de keuze van de compenserende maatregel, wanneer de aanvrager zijn keuze over de compenserende maatregel meedeelt na het verstrijken van de termijn van 30 dagen bedoeld in vorig lid.

De termijn voor de stilzwijgende erkenning bedoeld in de eerste paragraaf, zesde lid, wordt opgeschort totdat het resultaat van de compenserende maatregel in het IMI wordt geregistreerd.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 september 2019.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2019/14011]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 3 juillet 2019, Mme Stéphanie GOOS, est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe A2 avec le titre d'attaché au Service public fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandophone, à partir du 1^{er} août 2019.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2019/14011]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 3 juli 2019, wordt Mevr. Stéphanie GOOS, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A2, met de titel van attaché bij Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 augustus 2019.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/42055]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 18 septembre 2019, Mme Hélène BROHEZ, est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Justice dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} mai 2019.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/42055]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 18 september 2019, wordt Mevr. Hélène BROHEZ benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Justitie in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 mei 2019.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.